

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1974 Nr. 92

A. TITEL

*Aanvullend Verdrag bij het Internationaal Verdrag betreffende
het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV)
van 25 februari 1961, nopens de aansprakelijkheid van de spoorweg
voor de dood en de verwonding van reizigers;
Bern, 26 februari 1966*

B. TEKST

De tekst van het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1966, 174.

De tekst van het Verdrag is gewijzigd bij het in rubriek J hieronder
afgedrukte Protocol II van 9 november 1973.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1966, 174.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1972, 46 en rubriek J hieronder.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1972, 46.

Behalve de aldaar genoemde heeft voorts nog de volgende Staat in
overeenstemming met artikel 25, eerste lid, van het Verdrag een akte
van bekrachtiging bij de Zwitserse Regering nedergelegd:

Marokko 28 juni 1973

F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1972, 46.

Behalve de aldaar genoemde zijn voorts nog de volgende Staten in overeenstemming met artikel 26 tot het Verdrag toetgetreden:

het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	17 november 1972
de Duitse Democratische Republiek *) ..	1 mei 1973
Hongarije *)	7 oktober 1973
Griekenland *)	23 december 1973

*) De nederlegging van de akte van toetreding ging vergezeld van een verklaring als bedoeld in artikel 1, tweede lid, van het Verdrag.

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1972, 46.

I. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1966, 174 en *Trb.* 1972, 46.

Voor het op 25 februari 1961 te Bern tot stand gekomen Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM) zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1974, 89.

Tijdens de diplomatieke conferentie welke van 5 tot 9 november 1973 te Bern plaatsvond met het oog op de inwerkingtreding van het op 7 februari 1970 te Bern tot stand gekomen Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM), met bijlagen (tekst in *Trb.* 1970, 172; zie ook *Trb.* 1974, 93) en van het op 7 februari 1970 te Bern tot stand gekomen Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV), met bijlagen (tekst in *Trb.* 1970, 173; zie ook *Trb.* 1974, 94), is tot stand gekomen een Protocol II tot verlenging van het onderhavige Verdrag. De tekst van dit Protocol II luidt als volgt:

Protocole II

établi par la Conférence diplomatique réunie en vue de la mise en vigueur des Conventions internationales concernant le transport par chemins de fer des marchandises (CIM) et des voyageurs et des bagages (CIV) du 7 février 1970

concernant

la prolongation de la durée de validité de la Convention additionnelle à la CIV de 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures de voyageurs, signée le 26 février 1966 et entrée en vigueur le 1er janvier 1973

A l'occasion de la Conférence diplomatique réunie à Berne du 5 au 9 novembre 1973 en vue de la mise en vigueur des Conventions internationales concernant le transport par chemins de fer des marchandises (CIM) et des voyageurs et des bagages (CIV) du 7 février 1970,

les Plénipotentiaires soussignés des Etats parties à la Convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 25 février 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures de voyageurs, du 26 février 1966, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

considérant

- que, pour des raisons de pure forme, il a été prévu à l'article 27 de la Convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 25 février 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures de voyageurs, signée le 26 février 1966 et entrée en vigueur le 1er janvier 1973, qu'elle aurait la même durée que la CIV de 1961, et
- que, la dite Convention additionnelle n'étant pas encore en vigueur lors de la 7e Conférence de révision, ne pouvait donc être, à cette occasion, ni révisée ni intégrée dans la CIV de 1970;

reconnaissant

- que la dite Convention additionnelle doit rester en vigueur même après l'abrogation de la CIV de 1961 et l'entrée en vigueur de la CIV de 1970, et
- qu'une prolongation de la durée de validité de la dite Convention additionnelle ne s'oppose pas au mandat donné à l'Office central d'étudier la possibilité de réunir les textes de la CIV et de la Convention additionnelle à la CIV, afin de créer une réglementation

complète et uniforme pour le transport des voyageurs par chemins de fer, analogue à la réglementation pour les autres modes de transport,
il est décidé

de prolonger la durée de validité de la Convention additionnelle du 26 février 1966 et de lui apporter en conséquence les modifications de rédaction suivantes:

1° Le titre est modifié comme suit:

«Convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures de voyageurs.»

2° Le deuxième alinéa du préambule est modifié comme suit:

«ont résolu de compléter par une Convention additionnelle la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970,»

3° L'article premier, § 1, lettres a) et b), est modifié comme suit:

a) les voyageurs dont le transport est régi par la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970,

b) les convoyeurs des envois effectués conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM) du 7 février 1970.»

4° L'article 2, § 6, est modifié comme suit:

«§ 6. – Le 'chemin de fer responsable' au sens de la présente Convention est celui qui, d'après la liste des lignes CIV, exploite la ligne sur laquelle l'accident s'est produit. S'il y a, d'après la liste mentionnée, coexploitation par deux chemins de fer, chacun de ces chemins de fer est responsable.»

5° L'article 20, § 1, premier alinéa, est modifié comme suit:

«§ 1. – Lorsque les jugements prononcés, en vertu des dispositions de la présente Convention, contradictoirement ou par défaut par le juge compétent sont devenus exécutoires d'après les lois appliquées par ce juge, ils deviennent exécutoires dans chacun des autres Etats contractants aussitôt après accomplissement des formalités prescrites dans l'Etat intéressé. La révision du fond de l'affaire n'est pas admise.»

6° L'article 22, § 1, est modifié comme suit:

«§ 1. – Sous réserve de la disposition du § 2, la présente Convention n'est pas applicable aux dommages survenus pendant le transport sur des lignes de services automobiles ou de navigation inscrites sur la liste des lignes CIV.»

7° L'article 26, premier alinéa, est modifié comme suit:

«Si un Etat partie à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970, qui n'a pas signé la présente Convention, veut adhérer à celle-ci, il en informera le Gouvernement suisse, qui en donnera connaissance aux Etats contractants.»

8° L'article 27 est modifié comme suit:

«La présente Convention a la même durée que la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970; elle peut être révisée suivant la procédure prévue par celle-ci et, éventuellement, lui être intégrée.»

9° L'article 28, deuxième alinéa, est modifié comme suit:

«Au texte français sont joints un texte en langue allemande, un texte en langue anglaise, un texte en langue italienne et un texte en langue arabe, qui ont la valeur de traductions officielles.»

Le présent Protocole demeure ouvert à la signature jusqu'au 31 janvier 1974.

Les Etats qui n'auront pas signé le présent Protocole avant cette date et les Etats qui participeront, avant l'entrée en vigueur de la CIV du 7 février 1970, à la Convention additionnelle du 26 février 1966 en application de son article 26 peuvent adhérer au présent Protocole par notification au Gouvernement suisse, qui en donnera connaissance aux Etats parties à la Convention additionnelle.

Le présent Protocole entre en vigueur à la même date que la Convention internationale CIV du 7 février 1970.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ci-après ont dressé et signé le présent Protocole.

FAIT à Berne, le neuf novembre mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives de la Confédération suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Parties.

Pour l'Algérie:

(s.) A. SETTOUTI

Pour l'Allemagne (République Fédérale d'):

(s.) MÜHLENHÖVER

(s.) REEMTS

sous réserve de ratification

Pour l'Autriche:

(s.) STANFEL
sous réserve de ratification

Pour la Belgique:

(s.) LEROY

Pour la Bulgarie:

(s.) R. KORITAROVA

Pour le Danemark:

(s.) S. A. JENSTRUP

Pour l'Espagne:

(s.) RUIZ MORALES
sous réserve de ratification

Pour la Finlande:

(s.) M. SALOMIES

Pour la France:

(s.) J. GABARRA
sous réserve de ratification

Pour la Grèce:

(s.) J. GEORGIU
sous réserve de ratification

Pour la Hongrie:

(s.) KUZSEL

Pour l'Irak:

(s.) S. M. SALEH

Pour l'Iran:

Pour l'Irlande:

Pour l'Italie:

(s.) MAURO FERRETTI
sous réserve de ratification

Pour le Liban:

Pour le Liechtenstein:

(s.) M. LEDEBUR

Pour le Luxembourg:

(s.) EICHHORN
sous réserve de ratification

Pour le Maroc:

(s.) SMIRES

Pour la Norvège:

(s.) ERIK COLBAN

Pour les Pays-Bas:

(s.) H. WAGENMAKERS
sous réserve d'approbation

Pour la Pologne:

(s.) Cz. GIERALTOWSKI
sous réserve de ratification

Pour le Portugal:

(s.) EDUARDO MANUEL FERNANDES BUGALHO
sous réserve de ratification

Pour la République démocratique allemande:

(s.) V. WINKLER

Pour la Roumanie:

(s.) AURAI P. MATEESCU
sous réserve de ratification

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

(s.) LOTTIE BRISTOW

(s.) COLIN K. WOODFIELD

sous réserve de ratification

Pour la Suède:

(s.) CLAS NORDSTRÖM

Pour la Suisse:

(s.) SCHALLER

Pour la Syrie:

Pour la Tchécoslovaquie:

(s.) MILAN LAJCIAK

Pour la Tunisie:

(s.) EL ALMI

Pour la Turquie:

(s.) A. SUAT BILGE

Pour la Yougoslavie:

(s.) VASILIJJE MILOVANOVIC

De vertaling in het Nederlands van Protocol II luidt als volgt:

Protocol II

Opgesteld door de Diplomatieke Conferentie, bijeengekomen met het oog op de inwerkingtreding van de Internationale Verdragen betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM) en het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 7 februari 1970, inzake de verlenging van de geldigheidsduur van het Aanvullend Verdrag bij de CIV van 1961, nopens de aansprakelijkheid van de spoorweg voor de dood en de verwonding van reizigers, ondertekend op 26 februari 1966 en in werking getreden op 1 januari 1973

Ter gelegenheid van de Diplomatieke Conferentie, bijeengekomen te Bern van 5 tot 9 november 1973 met het oog op de inwerkingtreding van de Internationale Verdragen betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM) en het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 7 februari 1970,

Zijn de ondergetekende Gevolmachtigden van de Staten die partij zijn bij het Aanvullend Verdrag bij de Internationale Overeenkomst betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 25 februari 1961, nopens de aansprakelijkheid van de spoorweg voor de dood en de verwonding van reizigers van 26 februari 1966, na uitwisseling van hun volmachten die in goede en behoorlijke vorm zijn bevonden, overeengekomen als volgt:

Overwegende

- dat, om louter formele redenen, in artikel 27 van het Aanvullend Verdrag bij het Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 25 februari 1961, nopens de aansprakelijkheid van de spoorweg voor de dood en de verwonding van reizigers, ondertekend op 26 februari 1966 en in werking getreden op 1 januari 1973, is bepaald dat dit Aanvullend Verdrag dezelfde duur zou hebben als de CIV van 1961 en
- dat, aangezien genoemd Aanvullend Verdrag nog niet van kracht was tijdens de 7e Herzieningsconferentie, dit bij die gelegenheid dus noch kon worden herzien, noch opgenomen in de CIV van 1970;

erkennende

- dat genoemd Aanvullend Verdrag van kracht moet blijven, zelfs nadat de CIV van 1961 zijn rechtskracht heeft verloren en na inwerkingtreding van de CIV van 1970, en

- dat een verlenging van de geldigheidsduur van genoemd Aanvullend Verdrag niet in strijd is met het aan het Centraal Bureau verleende mandaat tot bestudering van de mogelijkheid de teksten van de CIV en het Aanvullend Verdrag bij de CIV samen te voegen, ten einde een volledige en uniforme regeling voor het vervoer van reizigers per spoorweg tot stand te brengen, analoog aan de regeling voor andere wijzen van vervoer,

is besloten

de duur van het Aanvullend Verdrag van 26 februari 1966 te verlengen en bijgevolg de volgende wijzigingen in de tekst hiervan aan te brengen:

1. De titel wordt als volgt gewijzigd:

„Aanvullend Verdrag bij het Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 7 februari 1970, inzake de aansprakelijkheid van de spoorweg voor de dood en de verwonding van reizigers”.

2. De tweede alinea van de preambule wordt als volgt gewijzigd:

„hebben besloten het Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 7 februari 1970 door een Aanvullend Verdrag te completeren”.

3. Artikel 1, paragraaf 1, onder letter a) en b), wordt als volgt gewijzigd:

„a) reizigers wier vervoer wordt beheerst door het Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 7 februari 1970;

b) begeleiders van goederen, waarvan het vervoer geschiedt overeenkomstig het Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM) van 7 februari 1970.”

4. Artikel 2, paragraaf 6, wordt als volgt gewijzigd:

„paragraaf 6. De 'aansprakelijke spoorweg' in de zin van dit Verdrag is die spoorweg welke volgens de CIV-lijst van lijnen, de lijn exploiteert waarop het ongeval heeft plaatsgehad. Indien volgens de genoemde lijst een lijn gemeenschappelijk door twee spoorwegen wordt geëxploiteerd, is elk van beide aansprakelijk.”

5. Artikel 20, paragraaf 1, alinea 1, wordt als volgt gewijzigd:

„paragraaf 1. Wanneer de vonnissen die krachtens de bepalingen van dit Verdrag op tegenspraak of bij verstek door de bevoegde rechter zijn gewezen, volgens de door die rechter toegepaste wetten uitvoerbaar zijn geworden, worden zij uitvoerbaar in elke

andere bij het Verdrag Partij zijnde Staat, zodra de in de desbetreffende Staat voorgeschreven formaliteiten zijn vervuld. Herziening van de zaak ten principale is niet geoorloofd."

6. Artikel 22, paragraaf 1, wordt als volgt gewijzigd:
„paragraaf 1. – Behoudens het bepaalde in paragraaf 2, is dit Verdrag niet van toepassing op schade welke ontstaat tijdens het vervoer op lijnen van auto- of scheepvaartdiensten, welke op de CIV-lijst van lijnen zijn ingeschreven.”
7. Artikel 26, eerste alinea, wordt als volgt gewijzigd:
„Indien een Staat die Partij is bij het Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 7 februari 1970 en die het onderhavige Verdrag niet heeft ondertekend, wenst toe te treden tot dit Verdrag, geeft hij hiervan kennis aan de Zwitserse regering, die hiervan mededeling doet aan de Verdragsluitende Staten.”
8. Artikel 27 wordt als volgt gewijzigd:
„Dit Verdrag heeft dezelfde duur als het Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 7 februari 1970; het kan worden herzien volgens de daarin bepaalde procedure en eventueel daarin worden opgenomen.”
9. Artikel 28, tweede alinea, wordt als volgt gewijzigd:
„Bij de Franse tekst zijn een Duitse, een Engelse, een Italiaanse en een Arabische tekst gevoegd, die als officiële vertalingen gelden.”

Dit Protocol blijft ter ondertekening opengesteld tot 31 januari 1974.

De Staten die dit Protocol niet voor deze datum hebben ondertekend en de Staten die voor de inwerkingtreding van de CIV van 7 februari 1970 zullen deelnemen aan het Aanvullend Verdrag van 26 februari 1966 op grond van artikel 26 daarvan, kunnen tot dit Protocol toetreden door kennisgeving aan de Zwitserse regering, die de Staten die Partij zijn bij het Aanvullend Verdrag hiervan mededeling doet.

Dit Protocol treedt in werking op dezelfde datum als het Internationaal Verdrag CIV van 7 februari 1970.

TEN BLIJKE WAARVAN de hierna genoemde gevolmachtigden dit Protocol hebben opgesteld en ondertekend.

GEDAAN te Bern, negen november negentienhonderd drieënzeventig in een enkel exemplaar dat in het archief van de Zwitserse Bondsstaat zal worden nedergelegd en waarvan een authentiek afschrift aan elk der Partijen zal worden gezonden.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 5 e.v. van dit Tractatenblad.)

In overeenstemming met artikel 60, tweede lid, van de Grondwet behoeft het Protocol de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

Het Protocol zal ingevolge het in zijn laatste alinea gestelde in werking treden op dezelfde datum als het Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) van 7 februari 1970.

Uitgegeven de *elfde* juni 1974.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL.